

Les startups françaises confrontées à un choix financier stratégique

Le baromètre annuel présenté par France Digitale confirme que l'écosystème des startups se porte bien. Mais son attractivité le place face à un nouveau choix, économique, éthique et surtout très politique.

Temps de lecture : minute

15 septembre 2020

L'écosystème startup est-il arrivé à un carrefour crucial ? Après des débuts embryonnaires, ces dernières années ont grandement participé à son décollage pour en faire un acteur incontournable de la Tech internationale. Mais la scène tech française semble avoir aujourd'hui atteint le stade de la maturité... et des choix cornéliens, comme en témoigne le *Baromètre 2020 de la performance sociale et économique des startups numériques françaises*, réalisé par [France Digitale](#) et EY.

Alors que la crise et les fiascos boursiers de certains wannabe-géants comme WeWork ont rappelé que la rentabilité restait probablement l'indicateur financier le plus fiable dans un écosystème où l'abondance de capitaux a contribué à créer des monstres, le rapport confirme que la levée de fonds reste donc un passage incontournable. Exister, pérenniser son activité et la faire grandir sans recourir à des capitaux extérieurs relève de l'exception : 80% des startups de l'étude sont soutenues par des fonds d'investissement. Et ces opérations financières se font (aussi) auprès d'acteurs étrangers : l'an dernier, 31% des répondants au baromètre avaient à leur capital un investisseur étranger.

Bonne nouvelle ? En matière d'attractivité de l'écosystème tricolore et de perspectives de développement international pour ses représentants, oui, à n'en point douter ! Investisseur·se·s comme entrepreneur·se·s ont trop longtemps fustigé le manque d'attractivité de l'Hexagone - lié à la fiscalité ou une réglementation jugée trop lourde - pour ne pas se réjouir qu'il soit aujourd'hui capable d'attirer les investissements étrangers, y compris en phase d'amorçage puisque 32% des startups présentant un chiffre d'affaires de moins de 5 millions d'euros ont déjà à leur capital un tel profil.

Le casse-tête politique

Mais cela présente un nouveau défi pour l'écosystème et un sacré casse-tête pour les acteurs politiques. Le charme qu'exerce la French Tech sur les investisseurs étrangers et les pouvoirs que cela lui confère d'un point de vue financier ne vont pas sans de grandes responsabilités. On remarque que plus le chiffre d'affaires augmente, plus la présence d'investisseurs étrangers devient inéluctable : 42% des entreprises réalisant entre 20 et 50 millions d'euros de CA et 44% de celles qui dépassent les 50 millions sont soutenues par au moins un investisseur étranger.

Or l'arrivée retentissante de certains acteurs asiatiques, comme le géant Tencent, dans des pépites du Next 40 et du French Tech 120 (Lydia, Qonto, Alan et Voodoo) laissent planer le doute quant à l'avenir de la souveraineté numérique française. En effet, si les investisseurs étrangers sont de plus en plus nombreux à s'intéresser à nos pépites, notamment celles qui oeuvrent dans des secteurs stratégiques, et qu'ils pèsent de plus en plus lourd dans l'actionnariat de celles-ci, auront-elles encore la maîtrise de leur destin et la France celle de ses atouts technologiques ? Le fonds French Tech Souveraineté annoncé par l'exécutif doit notamment permettre à la France de reprendre la main sur ces investissements stratégiques.



À lire aussi

France Digitale présente son plan de "réarmement technologique" de la France

Un écosystème de plus en plus tourné vers l'international

Cette neuvième édition du baromètre, qui a nécessité de prendre le pouls de plus de 500 entreprises innovantes, atteste de la vitalité de l'écosystème : leur chiffre d'affaires cumulé - 4,1 milliards d'euros correspondant aux 343 startups qui ont accepté de répondre à cette question - a crû de 23% entre 2018 et 2019, alors qu'il avait déjà bondi de 20% entre 2017 et 2018. 2020 devrait probablement enrayer cet enthousiasme économique, crise oblige, mais relèverait davantage d'un incident de parcours pour l'écosystème que d'un signe d'affaiblissement de ses fondamentaux. Ainsi, plus de la moitié des startups (52%) ont mis en place des mesures de chômage partiel pendant le confinement et plus de quatre sur cinq (83%) ont bénéficié d'un PGE.

L'activité des startups françaises reste encore très centrée sur le marché

français, puisque les deux tiers de ces 4,1 milliards sont réalisés dans l'Hexagone. Le marché domestique demeure donc un levier de croissance mais les startups n'en sont pas dépendantes selon l'étude : les chiffres d'affaires générés sur les marchés français, européens ou internationaux ont augmenté dans la même proportion entre 2018 et 2019 — de 23 à 24%. Un développement en France reste un passage quasi obligé mais ne constitue donc pas le levier hégémonique de croissance pour les startups tricolores.

Bien au contraire : la France n'est le principal levier de croissance (+ 29%) que pour les entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 5 et 20 millions d'euros. En-dessous de 5 millions et entre 20 et 50 millions d'euros, ce sont les marchés internationaux (hors Europe) qui ont connu la plus forte croissance (respectivement + 68% et + 50%), bien loin devant la croissance de leurs ventes en France (+25 % et + 28%). *"C'est crucial de se concentrer sur une croissance des ventes internationales"* , souligne ainsi France Digitale dans son étude.

Article écrit par Geraldine Russell